

Situation Mensuelle de l'Etat



Juillet 2012



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -85,5 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin juillet 2012 s'élève à -85,5 milliards € contre -86,8 milliards € à fin juillet 2011 à périmètre constant. Cette variation (+1,3 milliard €) est due à des recettes en

légère progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent depuis le début de l'année, un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 181,2 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 10,5 milliards € principalement dus au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat ») ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,9 milliards € dont 4 milliards € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,3 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Défense** : 3,6 milliards € dont 2 milliards € pour le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,2 milliard € pour le programme « Equipement des forces ».

Les dépenses nettes à fin juillet 2012 s'élèvent à 181,2 milliards € contre 176,6 milliards € à fin juillet 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses de fonctionnement (+1,5 milliard €) et d'intervention (+1 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 117,4 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 12,1 milliards € ;

Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes : 1,4 milliard € ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,2 milliard € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,3 milliards €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 151,7 milliards €

Elles s'élevaient à 150,4 milliards € à périmètre constant à fin juillet 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'impôt de solidarité sur la fortune (+1,3 milliard € dû à l'absence en 2011 d'échéance au mois de juin) et des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur

les bons anonymes (+1,3 milliard €) en partie compensée par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne de 1,3 milliard €. On note, ce mois-ci, la comptabilisation en recettes diverses de 0,2 milliard € au titre de la taxe de risque systémique sur les banques (cf. focus sur l'actualité).



Recettes non fiscales : 8,3 milliards €

Les recettes non fiscales à fin juillet 2012 s'élèvent à 8,3 milliards € contre 8,5 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-2,6 milliards €), partiellement compensée par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la

procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,3 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -44,8 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin juillet 2012 à -44,8 milliards € contre -43,5 milliards € à fin juillet 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,8 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses de 11 milliards € liées au paiement d'intérêts et aux charges d'indexation sur les OAT et les BTAN, et des recettes s'élevant à 10,9 milliards € suite essentiellement à l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités**

territoriales » enregistre des dépenses pour 8,5 milliards € et des recettes pour 3,2 milliards €. On constate ce mois-ci la comptabilisation de l'essentiel des recettes du compte « **Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs** » soit 0,2 milliard € (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 juillet 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -21,8 milliards € contre -27,5 milliards € en juillet 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « **Avances aux collectivités territoriales** » (+2,8 milliards €) et « **Prêts à des Etats étrangers** » (+52 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « **Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés** » de -3,9 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 31 juillet : 1 389,7 milliards €

Les flux enregistrés depuis le début de l'année concernent essentiellement les OAT (émissions nettes de 47,1 milliards €), les BTAN (émissions

nettes de 17,2 milliards €) et les BTF (émissions nettes de 6,6 milliards €).



☛ **Taxe de risque systémique sur les banques**

La **taxe de risque systémique sur les banques** a été instituée par la loi de finances 2011. Elle est applicable depuis le 1^{er} janvier 2011 aux entreprises du secteur bancaire relevant de la compétence de l'Autorité de contrôle prudentiel et soumises à des exigences minimales en fonds propres supérieures à 0,5 milliard €.

Cette taxe concerne notamment les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et de marché, les établissements de paiement et les compagnies financières.

Elle vise à réduire les risques que certaines de leurs activités font peser sur le système financier. La taxe, calculée au taux de 0,25 %, est assise sur le montant des exigences minimales en fonds propres déterminés à partir des règles prudentielles propres aux établissements concernés.

Elle a rapporté 0,5 milliard € à l'Etat en 2011 et est comptabilisée en recettes fiscales diverses du budget général. Le montant recouvré au 31 juillet 2012 s'élève à 0,5 milliard €.

☛ **Le CAS « Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs »**

Dans le cadre du monopole dont bénéficie la SNCF, certaines lignes (trains Corail inter-cités, Téo ou Lunéa) sont structurellement déficitaires et les besoins nécessaires au renouvellement du matériel sont très importants.

L'équilibre de ces lignes reposait auparavant sur une péréquation interne à la SNCF, des lignes excédentaires (LGV) vers les lignes déficitaires (Corail).

Le règlement européen n°1370/2007 a conduit à assimiler les lignes d'équilibre du territoire à une obligation de service public, susceptible de faire l'objet d'une compensation par l'Etat. Le financement de la compensation de cette obligation et le monopole, dont dispose la SNCF sur ces lignes, ont nécessité la mise en place d'une contractualisation.

Ainsi le 13 décembre 2010, l'Etat et la SNCF ont signé une convention relative à l'exploitation des trains dits « d'équilibre du territoire », tendant à garantir l'avenir de quarante liaisons ferroviaires déficitaires.

Ce conventionnement s'est traduit par la création, au sein de la loi de finances pour 2011, du compte d'affectation spéciale « **Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs** ».

Ce compte perçoit 3 types de recettes : la contribution de solidarité territoriale, une fraction de la taxe d'aménagement du territoire et le produit de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires.

Il retrace, en dépenses, dans deux programmes, « Exploitation des services nationaux de transport conventionnés » et « Matériel roulant des services nationaux de transport conventionnés », les contributions de l'Etat liées à l'exploitation des services nationaux de transport de voyageurs conventionnés par l'Etat et au financement du matériel roulant de ces services.

Le CAS a enregistré, ce mois-ci, 0,245 milliard € en recettes. Les recettes cumulées au 31 juillet 2012, représentent le montant prévu par la LFI 2012 (0,28 milliard €).



	Juillet	Cumul à fin juillet		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-28 865	-85 541	-86 793	-86 573	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	34 694	181 191	176 607	176 330	6
Recettes du budget général (hors R et D)	10 832	117 432	117 292	117 235	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	-393	32 893	33 419	33 419	
- IS	-95	18 073	18 354	18 354	
- TVA	12 136	78 103	77 775	77 644	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 003	-21 782	-27 478	-27 478	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-33 582	-55 207			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	6 291	87 455			19
Dettes financières de l'Etat	-8 526	1 389 722			20



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	10 016	70 398	69 575	69 941
Dépenses de fonctionnement	7 909	30 767	29 265	28 720
Charges de la dette de l'Etat	10 461	29 595	29 935	29 935
Dépenses d'investissement	1 381	6 962	6 228	6 228
Dépenses d'intervention	4 656	41 393	40 348	40 250
Dépenses d'opérations financières	271	1 079	238	238
Total des dépenses (hors R et D) (I)	34 694	181 191	176 607	176 330
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	15 426	151 712	150 388	150 272
Recettes non fiscales	1 065	8 332	8 500	8 504
Prélèvements sur recettes	-6 109	-44 829	-43 464	-43 409
Fonds de concours	450	2 217	1 868	1 868
Total des recettes (hors R&D II)	10 832	117 432	117 292	117 235
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	16 941	162 261	160 756	160 644
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-23 862	-63 759	-59 315	-59 095
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	783	2 611	713	713
Solde des comptes de concours financiers	-5 501	-24 137	-28 468	-28 468
Solde des comptes de commerce	-297	-282	252	252
Solde des comptes d'opérations monétaires	107	-187	2 037	2 037
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-5 003	-21 782	-27 478	-27 478
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-28 865	-85 541	-86 793	-86 573



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€. Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 016	70 398	69 575	69 941
Rémunérations d'activité	5 879	41 023	41 025	41 230
Cotisations et contributions sociales	4 076	28 919	27 947	28 105
Prestations sociales et allocations diverses	61	456	604	606
AUTRES TITRES	24 678	110 793	107 032	106 389
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 909	30 767	29 265	28 720
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 839	11 395	9 957	9 969
Subventions pour charges de service public	6 070	19 372	19 309	18 751
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	10 461	29 595	29 935	29 935
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	10 461	29 595	29 935	29 935
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 381	6 962	6 228	6 228
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 269	5 998	5 401	5 401
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	112	964	827	827
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 656	41 393	40 348	40 250
Transferts aux ménages	1 784	16 521	15 924	15 924
Transferts aux entreprises	733	6 140	5 537	5 487
Transferts aux collectivités territoriales	471	4 662	4 170	4 138
Transferts aux autres collectivités	1 666	14 067	14 259	14 242
Appels en garantie	2	3	459	459
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	271	1 079	238	238
Prêts et avances	150	161	115	115
Dotations en fonds propres	121	316	123	123
Dépenses de participations financières	0	602	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	34 694	181 191	176 607	176 330



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2012		Cumul à fin juillet 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	194	250	1 905	1 695	1 687
Action de la France en Europe et dans le monde	144	152	1 018	1 002	949
Diplomatie culturelle et d'influence	35	70	631	464	477
Français à l'étranger et affaires consulaires	13	26	253	213	242
Présidence française du G20 et du G8	2	2	3	16	19
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	291	251	1 634	1 523	1 400
Administration territoriale	141	145	975	946	930
Vie politique, culturelle et associative	86	39	247	186	112
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	64	67	412	391	358
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	260	279	2 605	2 056	1 935
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	85	115	1 548	1 093	963
Forêt	46	52	310	254	252
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	53	55	309	295	296
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	76	57	438	414	424
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	393	72	1 623	1 734	2 127
Aide économique et financière au développement	2	19	362	827	837
Solidarité à l'égard des pays en développement	391	52	1 258	905	1 286
Développement solidaire et migrations	0	1	3	2	4
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	19	31	2 362	2 324	2 616
Liens entre la Nation et son armée	8	9	58	57	77
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	5	9	2 210	2 210	2 490
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	6	13	94	57	49
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	45	49	348	347	318
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	31	190	194	172
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	18	121	116	108
CULTURE	231	235	1 777	1 387	1 458
Patrimoines	52	47	554	322	445
Création	84	97	582	486	460
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	95	91	641	579	553
DEFENSE	3 793	3 647	21 000	24 347	23 221
Environnement et prospective de la politique de défense	169	142	1 005	1 054	963
Préparation et emploi des forces	2 262	2 025	14 280	14 022	13 673
Soutien de la politique de la défense	313	284	1 884	1 692	1 352
Equipement des forces	1 049	1 196	3 831	7 579	7 233
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	118	103	552	573	443
Coordination du travail gouvernemental	55	46	310	287	242
Protection des droits et libertés	6	8	46	49	45
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	57	49	196	237	156
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 361	1 016	7 357	6 635	5 831
Infrastructures et services de transports	1 021	538	3 864	3 225	2 582
Sécurité et circulation routières	3	3	19	15	8
Sécurité et affaires maritimes	7	9	108	78	74
Météorologie	0	51	152	152	147
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	14	49	223	211	163
Information géographique et cartographique	0	24	71	71	60
Prévention des risques	22	39	154	119	103
Energie, climat et après-mines	5	3	545	542	487
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	289	300	2 221	2 222	2 206



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2012		Cumul à fin juillet 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	104	143	1 032	961	861
Développement des entreprises et de l'emploi	51	89	622	571	481
Tourisme	0	2	35	19	17
Statistiques et études économiques	38	37	275	273	263
Stratégie économique et fiscale	15	15	100	98	100
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	10 536	10 538	30 058	30 058	30 859
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	10 461	10 461	29 595	29 595	29 935
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	2	3	3	459
Epargne	75	75	460	460	465
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 239	5 311	37 124	37 238	36 876
Enseignement scolaire public du premier degré	1 546	1 548	10 710	10 707	10 638
Enseignement scolaire public du second degré	2 503	2 508	17 491	17 478	17 354
Vie de l'élève	233	290	2 616	2 578	2 541
Enseignement privé du premier et du second degrés	710	716	4 484	4 459	4 391
Soutien de la politique de l'éducation nationale	178	174	1 260	1 225	1 193
Enseignement technique agricole	69	75	563	791	760
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	923	931	6 899	6 795	6 513
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	637	655	5 046	4 960	4 822
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	13	21	108	126	114
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	96	111	533	542	472
Facilitation et sécurisation des échanges	137	115	1 003	957	947
Entretien des bâtiments de l'Etat	21	18	101	83	42
Fonction publique	19	11	108	127	116
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	77	104	388	297	252
Immigration et asile	66	95	347	267	230
Intégration et accès à la nationalité française	11	9	41	30	22
JUSTICE	547	620	5 666	4 118	3 867
Justice judiciaire	238	248	2 759	1 641	1 553
Administration pénitentiaire	209	251	1 788	1 649	1 491
Protection judiciaire de la jeunesse	63	65	472	440	453
Accès au droit et à la justice	21	28	254	249	226
Conduite et pilotage de la politique de la justice	16	28	391	137	142
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	2	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	16	122	1 061	697	758
Presse	18	48	272	215	194
Livre et industries culturelles	4	3	223	123	167
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	-6	0	425	218	200
Action audiovisuelle extérieure	0	71	141	141	197
OUTRE-MER	110	98	1 633	1 186	1 062
Emploi outre-mer	18	26	1 148	806	789
Conditions de vie outre-mer	92	72	485	380	273
POLITIQUE DES TERRITOIRES	19	30	79	130	88
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	18	26	58	116	83
Interventions territoriales de l'Etat	1	4	21	14	5
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2012		Cumul à fin juillet 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	829	5 895	21 823	19 482	18 905
Formations supérieures et recherche universitaire	129	3 979	10 302	10 186	9 493
Vie étudiante	399	81	1 929	1 538	1 443
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	22	987	4 904	3 747	3 731
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	310	1 240	930	927
Recherche spatiale	-8	146	1 328	1 190	1 194
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	255	245	988	945	1 103
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	17	27	641	567	596
Recherche duale (civile et militaire)	-5	61	178	122	126
Recherche culturelle et culture scientifique	3	33	107	61	87
Enseignement supérieur et recherche agricoles	17	26	206	196	205
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	463	581	5 113	4 743	4 091
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	24	75	3 068	2 966	2 817
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	470	442
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	439	439	1 307	1 307	832
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	159	227	2 076	1 918	1 622
Concours financiers aux communes et groupements de communes	72	70	504	388	348
Concours financiers aux départements	33	79	380	367	310
Concours financiers aux régions	31	38	826	800	650
Concours spécifiques et administration	23	40	366	363	313
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 852	9 455	53 761	53 255	46 293
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	9 523	9 126	51 144	50 654	43 126
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	329	329	2 617	2 601	3 167
SANTE	90	210	1 127	891	669
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	90	210	532	492	437
Protection maladie	0	0	595	399	232
SECURITE	1 378	1 417	10 145	9 976	9 529
Police nationale	753	748	5 372	5 351	5 150
Gendarmerie nationale	625	669	4 773	4 625	4 379
SECURITE CIVILE	25	26	167	206	177
Intervention des services opérationnels	21	19	100	104	118
Coordination des moyens de secours	4	7	67	102	59
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	129	395	11 544	7 903	7 184
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	47	379	379	121
Actions en faveur des familles vulnérables	24	22	161	126	127
Handicap et dépendance	23	245	9 886	6 419	6 007
Egalité entre les hommes et les femmes	3	3	11	9	6
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	79	78	1 107	970	923



unité : million d'€	Mois de juillet		Cumul à fin juillet 2012		Cumul à fin juillet 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	22	85	365	313	211
Sport	43	48	221	190	136
Jeunesse et vie associative	-21	37	144	123	75
TRAVAIL ET EMPLOI	1 461	568	8 023	5 595	6 244
Accès et retour à l'emploi	410	381	4 057	3 070	3 359
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	991	117	3 483	2 055	2 451
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	2	8	48	51	37
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	62	435	419	397
VILLE ET LOGEMENT	242	1 466	6 752	5 065	4 785
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	190	144	885	644	489
Aide à l'accès au logement	0	1 288	5 142	3 890	3 787
Développement et amélioration de l'offre de logement	51	32	225	202	89
Politique de la ville et du Grand Paris	1	2	500	329	420
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 926	44 155	246 997	234 446	222 900

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	2 548	36 440	34 600	34 600
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	76	2 283	2 557	2 557
Impôt sur les sociétés (C)	892	30 917	29 647	29 647
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 860	8 349	6 078	6 078
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	67	376	302	302
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	1 446	5 211	3 866	3 866
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	14	4	4
Impôt de solidarité sur la fortune	100	1 612	277	277
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	99	81	81
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	-7	63	206	206
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	9	7	7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	13	10	10
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	63	46	46
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	3	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	3	14	14
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	31	254	562	562
Recettes diverses	209	629	667	667
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 201	7 785	7 955	7 970
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 936	108 955	106 021	105 890
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 368	10 238	9 822	9 823
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	74	358	266	266
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	106	111	111
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	3	7	60	60
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	221	927	1 067	1 067
Mutations à titre gratuit par décès	759	4 318	3 923	3 923



	Mois	Cumul à fin juillet		
	unité : million d'€.	Juillet	2012	2011 retraité
Autres conventions et actes civils	52	286	225	225
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	32	215	158	158
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	0	39	70	70
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	94	79	79
Timbre unique	-137	89	63	63
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	19	242	236	236
Autres droits et recettes accessoires	1	3	3	3
Amendes et confiscations	4	22	121	121
Taxe générale sur les activités polluantes	-36	281	158	158
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	5	17	5	5
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	91	88	88
Autres droits et recettes à différents titres	1	2	12	12
Taxe sur les achats de viande	0	239	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	33	35	35
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	29	30	30
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	29	28	28
Taxe de l'aviation civile	0	19	21	22
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	155	1 099	1 202	1 202
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	63	421	426	426
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	42	241	232	232
Prélèvements sur les paris sportifs	4	61	56	56
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	39	40	40
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	52	60	60
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	2	20	81	81
Autres taxes	33	280	116	116
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	24 881	204 967	196 681	196 565
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	15 426	151 712	150 388	150 272

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin juillet	
	Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	469	3 061	5 638	5 638
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	178	1 058	2 840	2 840
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	41	53	453	453
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	250	1 950	2 345	2 345
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	165	2 265	587	591
Revenus du domaine public non militaire	22	134	116	116
Autres revenus du domaine public	6	82	103	103
Revenus du domaine privé	6	28	39	39
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1 333	14	14
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	129	657	290	294
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	21	16	16
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	2	10	9	9
Produits de la vente de biens et de services (C)	87	564	590	590
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	221	224	224
Autres frais d'assiette et de recouvrement	40	293	285	285
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	46	46
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	7	41	28	28
Autres recettes diverses	3	8	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	39	309	583	583
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	21	166	226	226
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	10	9	9
Intérêts des autres prêts et avances	4	30	303	303
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	6	76	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	4	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	7	13	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	9	13	13



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	80	522	324	324
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	48	337	91	91
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	9	6	6
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	16	6	6
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	32	132	164	164
Frais de poursuite	-1	27	56	56
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	225	1 611	778	778
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	69	227	1	1
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	73	67	67
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	5	5	5
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	38	336	284	284
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	48	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	29	29
Frais d'inscription	1	4	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	2	2	1	1
Récupération d'indus	7	22	21	21
Recouvrements après admission en non-valeur	14	104	114	114
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	3	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	17	21	21
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	621	82	82
Produits divers	10	78	9	9
Autres produits divers	8	50	84	84
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 065	8 332	8 500	8 504



	Mois	Cumul à fin juillet		
	Juillet	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 311	-32 386	-32 330	-32 275
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 281	-25 459	-24 071	-24 071
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-7	-7	-7
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-3	-20	-20
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-212	-212
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-743	-2 224	-3 523	-3 523
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-249	-1 220	-1 132	-1 071
Dotations élu local	-2	-65	-38	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-2	-23	-23
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-292	-292
Dotations départementales d'équipement des collèges	-174	-209	-190	-190
Dotations régionales d'équipement scolaire	-302	-352	-386	-386
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-100	-100
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-305	-1 989	-1 476	-1 476
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-171	-514	-553	-553
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	5	-47	-244	-244
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-67	-67
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-87	-290	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	-1	-2	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-798	-12 443	-11 134	-11 134
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 109	-44 829	-43 464	-43 409
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	405	2 059	1 683	1 683
Fonds de concours - coopération internationale	45	158	185	185
TOTAL FONDS DE CONCOURS	450	2 217	1 868	1 868

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de juillet		Cumul à fin juillet					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 527	6 310	34 103	30 125	36 714	30 838	2 611	713
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	12	27	61	0	145	0	84	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	15	177	688	171	859	801	171	630
Développement agricole et rural	43	2	90	74	102	97	12	23
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	26	0	123	0	190	0	67	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	40	0	625	0	585	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	26	67	189	140	262	261	73	121
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	45	0	914	0	1 320	0	406	0
Participations financières de l'Etat	8	1	868	592	573	179	-295	-413
Pensions	5 352	5 788	31 130	29 148	32 358	29 370	1 228	222
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	245	0	0	280	130	280	130
Comptes de concours financiers	8 927	3 426	53 055	59 947	28 918	31 479	-24 137	-28 468
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	45	0	-15	75	30	30	45	-45
Avances à l'audiovisuel public	274	131	1 919	1 879	1 005	967	-914	-912
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	307	0	133	0	-174
Avances aux collectivités territoriales	8 513	3 152	50 655	51 721	27 687	25 987	-22 968	-25 734
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	90	143	484	5 841	196	361	-288	-5 480
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	5	0	12	124	0	4 001	-12	3 877
Comptes de commerce	11 219	10 922	34 018	34 430	33 736	34 682	-282	252
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	89	19	452	344	430	342	-22	-2
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	16	85	81	82	81	-3	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	54	29	1 099	1 366	1 099	1 366	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	39	3	304	166	292	332	-12	166
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	11 016	10 850	31 937	32 365	31 811	32 449	-126	84
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	0	0	0	-119	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	2	0	2	1	0	1	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	5	20	22	22	24	2	2
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	72	0	76	0	4
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	13	0	11	0	-2
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	62	169	1 278	567	1 091	2 604	-187	2 037
Emission des monnaies métalliques	1	10	103	58	120	83	17	25
Opérations avec le Fonds Monétaire International	53	148	1 167	496	954	2 508	-213	2 012
Pertes et bénéfices de change	8	11	8	13	17	13	9	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	25 735	20 827	122 454	125 069	100 459	99 603	-21 995	-25 466
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	25 682	20 679	121 287	124 573	99 505	97 095	-21 782	-27 478

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	2 648
Solde au 31 juillet 2012	-55 207



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	186	211	397
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	138	243	381
	CEPL			
	Régions	1 297	-544	753
	Départements	5 082	-2 564	2 518
	Communes	18 123	-641	17 482
	Hôpitaux	3 221	-35	3 186
	HLM	205	170	375
	Autres CEPL	16 804	-225	16 579
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	1 144	9 023
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	386	2 088
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	2 720	4 191
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	724	1 247
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	-477	13 577	
Communautés européennes	877	-792	85	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	74	10	84	
GIP	338	175	513	
EPL	1 904	559	2 463	
Autres correspondants	6 056	-184	5 872	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	90	-90	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	239	2 325
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	274	4 306
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0
Total Passif (A)		86 179	1 275	87 456
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0
Total Actif (B)		2	-2	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	1 277	87 455



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin juillet 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	70 916	1 383 895
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	47 064	934 949
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	49 657	780 159
- <i>taux variable</i>	138 497	-692	137 805
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	17 227	264 525
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	16 289	255 032
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	6 625	184 421
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-2	236
Dettes exigibles	238	-2	236
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-2	236
Autres emprunts (C)	6 492	-901	5 591
TOTAL (A+B+C)	1 319 709	70 013	1 389 722



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.